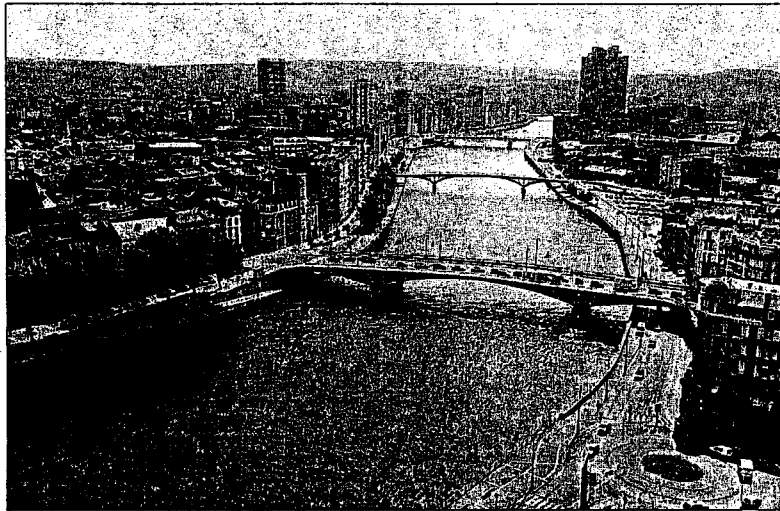


Ecolo lance un appel à Willy Demeyer

► Ecolo souhaite la création la plus rapide possible d'une communauté urbaine à Liège.
 ► "Attendre les élections serait risquer qu'elle ne voie jamais le jour", disent-ils.
 ► ... Avant d'attaquer non pas Michel Daerden mais "le système qu'il met en place".

Chez Ecolo, on n'oublie pas le rapport Liège 2020 et les scénarii proposés pour Liège. Loin du "phénix", le meilleur avenir possible pour la région, Ecolo affirme que Liège se dirige actuellement vers un scénario du type "chiens de faïence".

"À force de division et de repli sur soi, les Liégeois ne parviennent pas à montrer une même volonté face à leur avenir", peut-on lire dans ce rapport au chapitre consacré à l'option la moins favorable: "Depuis que cette étude est sortie, le ciel s'est hélas encore assombri", disent les Ecolos. "Feuilleton américain, tensions stériles entre personnalités politiques de premier plan et bien d'autres": chez les verts, particulièrement interpellés par le combat pour le pouvoir qui semble mener Michel Daerden, les termes ne manquent pas pour dé-



■ Le projet d'une communauté économique date de 2001. Ecolo craint aujourd'hui qu'elle ne voie jamais le jour.

crire la situation actuelle. "A l'heure où Liège a besoin d'unité pour se redéployer, forcée est de constater que l'on revient aux pratiques de l'époque Cools et de sa nébuleuse, avec des organes tels que la SLF et la communauté économique, dirigée par Michel Daerden mais échappant à tout contrôle démocratique", ajoute le

député régional Bernard Wesphael.

Pas de critiques stériles

Souhaitant que ses critiques ne servent pas uniquement à raviver de vieilles polémiques, les verts viennent avec une proposition sous le bras: "Mettons la communauté urbaine sur les

rails sans plus attendre!" A leurs yeux, il s'agirait d'un moyen de renouveler les formes de coopération entre communes qui existent actuellement, tout en réinvestissant les citoyens dans le redéploiement via cette structure, contrôlée démocratiquement. "Nous souhaitons une communauté qui soit élue directement, dotée de la responsabilité politique et financière nécessaire, et pas un outil technocratique qui ne serait qu'un instrument de pouvoir supplémentaire", renchérit Wesphael.

En l'absence de législation wal-

ÉPINGLÉ

Plan Marshall: à améliorer!

Pour Bernard Wesphael, "pas question de vouloir tout pour Liège car le redressement de la Wallonie passera aussi par l'amélioration de la situation ailleurs, à Charleroi notamment". Et si le plan Marshall se voit décerner une bonne note globale par les verts, ces derniers comptent déposer certains amendements. Ainsi, l'"oubli" des communes de Grâce-Hollogne et Beyne-Heusy parmi les zones franches pouvant bénéficier d'un soutien particulier dans le cadre du plan est jugé inacceptable par Ecolo, tout comme l'oubli total du secteur de l'énergie dans les grands pôles de compétence identifiés par le plan, alors que la Wallonie et Liège (avec CMI, l'ALE, la SPE...) disposent d'un réel potentiel en la matière. ■

lonne, Ecolo propose que dans un premier temps les communes rejoignent la communauté sur base volontaire, au-delà du simple axe Seraing-Liège-Herstal, et qu'un conseil d'agglomération transitoire composé de conseillers communaux soit désigné. L'élaboration d'un schéma d'agglomération et d'autres projets communs, notamment en matière de mobilité, de culture et de politique sociale. Willy Demeyer sait aujourd'hui vers qui se tourner s'il venait à manquer de soutien dans son propre parti.

O.B.

Inactifs, inutiles... Faut-il tuer les GIE?

► Face aux critiques, les présidents des GIE se défendent et vantent leurs actions. Seul cas problématique: le GIE économique.

Portés sur les fonds baptismaux en mai 2004, les Groupements d'intérêt économique (GIE) devaient servir à coordonner les actions des acteurs d'un même secteur, aider à la recherche de synergies et réfléchir à l'évolution du secteur. Composés essentiellement d'intercommunales, les GIE sont au nombre de quatre: GIE énergie, GIE hospitalier, GIE environnement et GIE politique.

Qualifiés d'"accidents de l'histoire" par le ministre de l'économie et de l'emploi de la Région wallonne, Jean-Claude Marcourt, lors de son intervention à la tribune du Grand Liège, les GIE sont aussi régulièrement perçus comme des coquilles vides ou des structures superflues.

Doté d'un statut un peu particulier, le GIE hospitalier regroupe les différents hôpitaux publics de la région avant d'accueillir peut-être, comme certains le souhaitent, des établissements privés. "Le GIE hospitalier fonctionne parfaitement et permet aux hôpitaux liégeois d'être en avance sur les futures réformes du ministère de la santé en matière de rationalisations hospitalières, nous assure la présidente PS du CHR de la Citadelle, Marie-Claire Lambert, qui pointe comme réalisa-

tions du GIE l'engagement d'un médiateur commun aux quatre hôpitaux membres du GIE, et une concertation régulière quant à la localisation et à la répartition des pôles d'excellence.

Même topo au GIE environnement où son président, Jean-Paul Phlypo (PS), certifie que des réunions ont lieu tous les deux mois, voire tous les mois et que des projets de collaboration entre intercommunales sont bien mis en place, tant pour le développement de la région liégeoise que pour l'aide aux pays du tiers-monde, dans le domaine de l'eau notamment. Quant au GIE énergie, son président Georges Pire (MR) a expliqué que si les projets concrets pour Liège se font attendre, c'est en raison de l'évolution connue par ce secteur et de la libéralisation à l'échelle européenne. "Rendez-vous est pris en octobre pour lancer les vrais projets liégeois", a-t-il lancé avec assurance.

Reste le cas plus délicat du GIE de développement économique. Son président est Willy Demeyer, mais il semble que ce dernier souhaite se décharger de cette fonction. José Happart devrait lui succéder et c'est à lui que reviendrait la lourde tâche d'organiser la première réunion de ce groupe qui ne s'est jamais réuni en deux ans d'existence. Restera alors à lui trouver une mission différente de celle du GRE ou d'autres organes existants. Ce qui ne sera pas simple. Et si tous les GIE ne doivent peut-être pas mourir, le GIE économique semble en mauvaise posture.

Olivier Béart

L. B.: 24/09/05

p. 41.